

CANADA

Questionnaire Apostille 2021

Les réponses sont reproduites telles qu'elles ont été fournies par les Parties contractantes, sous réserve de corrections typographiques mineures.

1. Pourquoi votre État n'est-il pas Partie à la Convention Apostille ?			
2. Étudiez-vous / avez-vous l'intention d'étudier la Convention Apostille, en vue de devenir Partie à l'avenir ?	[a] Oui, nous sommes actuellement en train de l'étudier. <i>La date prévue d'adhésion n'est pas encore déterminée.</i>		
<i>Pour les Parties ayant répondu par l'affirmative à la question 2.</i>	[b] Oui, nous envisageons la composante « e-Registre ».		
2.1. Tenez-vous compte de l'e-APP dans le cadre de cette étude ?			
3. Les actes publics étrangers sont-ils exemptés de légalisation en vertu du droit interne de votre État, de votre pratique ou de tout accord bilatéral / multilatéral ?	<p>[a] Oui, en vertu du droit interne. <i>Les lois au Canada n'exigent pas la légalisation des actes publics étrangers. Dans certains cas, les autorités publiques ont la discrétion de décider les exigences d'authentification applicables aux actes publics étrangers. Ces autorités pourraient exiger que ces actes soient légalisés.</i></p> <p><i>Au Québec, l'article 2822 du Code Civil du Québec ("CCQ"), dispense les actes publics étrangers de légalisation en prévoyant qu'il n'est pas nécessaire de prouver la qualité ou la signature d'un officier étranger duquel émane un tel acte. La présomption d'authenticité prévue à l'article 2822 CCQ est toutefois réfragable en vertu de l'article 2825 CCQ.</i></p> <p><i>Hormis au Québec, les particuliers et les organismes privés qui transigent au Canada peuvent exiger la légalisation des actes publics étrangers puisque aucune loi ne les en empêche. Bien qu'il n'existe pas d'exigence de légalisation en droit canadien, les ambassades et les consulats canadiens légalisent les actes publics étrangers sur demande.</i></p> <p>[b] Oui, dans le cadre d'accords bilatéraux / multilatéraux. <i>Le Canada est partie à plusieurs traités multilatéraux et bilatéraux qui exemptent les actes publics de la légalisation</i></p>		
4. Combien de légalisations ont été effectuées par vos autorités au cours de chacune des années suivantes ?		Documents sortants ¹	Documents entrants ²
	2016	215,000	
	2017	219,000	
	2018	227,000	
	2019	235,000	
	2020	237,000	

¹ Légalisations effectuées par le ministère des Affaires étrangères de votre État (ou équivalent) sur des documents établis sur votre territoire.

² Légalisations effectuées par vos consulats / ambassades sur un autre territoire pour des documents établis au sein de ce territoire.

<p>5. Souhaiteriez-vous participer à la réunion de la Commission spéciale de 2021 sur le fonctionnement pratique de la Convention Apostille ?</p>	<p>[b] Oui, par vidéoconférence.</p>
<p>6. Existe-t-il des sujets spécifiques ou des questions pratiques que vous aimeriez voir abordés lors de la réunion de la Commission spéciale de 2021 ?</p> <p><i>Si oui, souhaitez-vous que votre réponse à cette question soit publiée sans que votre autorité ou votre État ne soient mentionnés ?</i></p>	<p>[a] Oui.</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. <i>Actes privés notariés :</i> <ul style="list-style-type: none"> • <i>Il serait utile d'avoir une vue d'ensemble de la pratique des autorités compétentes (AC) en ce qui concerne les demandes d'apostille pour les actes privés notariés lorsque le contenu des actes privés est offensant ou trompeur (par exemple, un faux diplôme universitaire). Nous comprenons que cette question est abordée au par. 185 du Manuel, mais nous apprécierions une discussion plus approfondie sur la pratique des AC à cet égard.</i> • <i>Il serait utile d'avoir une vue d'ensemble de la pratique des AC concernant l'apposition d'une apostille sur un acte public tel qu'un acte notarié qui figure par-dessus une liasse de documents.</i> 2. <i>Détection des fraudes : Il serait utile d'avoir une vue d'ensemble des mesures mises en place par les AC pour la prévention et la détection de la fraude. Nous savons que certaines AC exigent que certaines catégories d'actes publics faisant l'objet d'une demande d'apostille soient reçues directement de l'autorité qui a délivré l'acte (par exemple, un diplôme universitaire est envoyé à l'AC par l'institution, un acte notarié est envoyé directement à l'AC par le notaire, etc.) Nous sommes intéressés par une discussion sur cette pratique et si elle s'est avérée utile dans la prévention de la fraude.</i> 3. <i>Actes publics électroniques :</i> <ul style="list-style-type: none"> • <i>Nous souhaiterions en savoir plus sur les exigences imposées par les AC pour la réception des actes publics électroniques pour lesquels des apostilles sur papier ou électroniques sont demandées (par exemple : Les AC acceptent-elles les actes soumis électroniquement par les demandeurs d'apostilles ? Les AC acceptent-elles les imprimés de ces actes ? Les AC exigent-elles que ces actes soient soumis électroniquement directement par les autorités qui les ont délivrés ?).</i> • <i>Comment les AC collectent-elles les signatures et sceaux numériques pour les verser dans leur base de données d'échantillons de signatures/sceaux ?</i> • <i>Comment les AC confirment-elles l'authenticité des signatures numériques figurant sur les actes publics électroniques si ces signatures sont dans un format autre qu'une image numérique d'une signature manuscrite ?</i> • <i>Quels sont les problèmes de sécurité, le cas échéant, rencontrés par les AC lorsqu'elles traitent des actes publics électroniques ?</i> 4. <i>Les changements et transformations apportés par COVID en termes, par exemple, de:</i> <ul style="list-style-type: none"> • <i>Service au comptoir.</i> • <i>Modalités de travail à distance, résilience et plans de continuité des activités.</i> 5. <i>Initiatives de réduction de l'empreinte environnementale : Nous serions intéressés de</i>

	<p><i>connaître les initiatives des AC pour réduire l'empreinte environnementale de leur service.</i></p> <p>6. <i>Communications entre AC : Discuter de la façon de mieux établir des voies de communication</i></p>
<p>7. Avez-vous des suggestions qui pourraient aider à la promotion, à la mise en œuvre ou au fonctionnement de la Convention Apostille ? <i>Si oui, souhaitez-vous que votre réponse à cette question soit publiée sans que votre autorité ou votre État ne soient mentionnés ?</i></p>	<p>[b] Non.</p>
<p>8. Souhaiteriez-vous participer au 12^e Forum international sur l'e-APP (qui se tiendra en même temps que la réunion de la Commission spéciale) ?</p>	<p>[b] Oui, par vidéoconférence.</p>
<p>9. Existe-t-il des sujets spécifiques ou des questions pratiques que vous aimeriez voir abordés au Forum e- APP ? <i>Si oui, souhaitez-vous que votre réponse à cette question soit publiée sans que votre autorité ou votre État ne soient mentionnés ?</i></p>	<p>[a] Oui.</p> <ul style="list-style-type: none"> • <i>Veillez consulter la réponse à la question 6 sous « Actes publics électroniques ».</i> • <i>Il serait utile d'avoir une vue d'ensemble de l'éventail des options disponibles pour les demandes d'apostilles sur les actes publics électroniques, y compris, mais sans s'y limiter, la réception d'actes publics électroniques, la validation de signatures et de sceaux numériques, l'émission d'apostilles électroniques et l'utilisation d'un sceau électronique pour compléter la rubrique 9 du certificat d'apostille.</i>
<p>10. Le Bureau Permanent prépare actuellement une 2^e édition du Manuel Apostille. Y a-t-il des sujets spécifiques, des suggestions de présentation ou de formatage, ou d'autres propositions à insérer ? <i>Veillez noter que les réponses à cette question ne seront pas intégrées dans le premier projet de la 2^e édition. Le BP en tiendra compte dans la préparation des projets ultérieurs.</i> <i>Si oui, souhaitez-vous que votre réponse à cette question soit publiée sans que votre autorité ou votre État ne soient mentionnés ?</i></p>	<p>[a] Oui. <i>Veillez consulter les réponses aux questions 6 et 9</i></p>

CANADA

Apostille Questionnaire 2021

The responses are reflected as provided by Contracting Parties subject to minor typographical corrections.

1.	Why is your State not a Party to the Apostille Convention?			
2.	Are you currently studying / do you intend to study the Apostille Convention, with a view to becoming a Party in the future?	[a] Yes, we are currently studying it. <i>There is no set timetable.</i>		
<i>For Parties that answered yes to Q2.</i>		[b] Yes, we are considering the e-Register component.		
2.1.	Are you taking the e-APP into consideration as part of this study?			
3.	Are foreign public documents exempted from legalisation by virtue of your internal law, practice, or any bilateral / multilateral agreements?	<p>[a] Yes, under internal law. <i>There is no Canadian statutory requirement to legalise foreign public documents. In some cases, Canadian public authorities have the discretion to determine the applicable authentication requirements. These authorities could require these documents to be legalised.</i></p> <p><i>In Québec, Article 2822 of the Civil Code of Québec (CCQ) exempts foreign public documents from legalisation by providing that neither the quality nor the signature of a foreign officer issuing a document need be proved. The presumption of authenticity provided by article 2822 CCQ is rebuttable as prescribed by article 2825 CCQ.</i></p> <p><i>Private-sector organisations and individuals may require legalised foreign public documents, as no law prevents them from doing so. While not a requirement under Canadian law, Canadian embassies and consulates legalise foreign public documents when requested to do so.</i></p> <p>[b] Yes, under bilateral / multilateral agreements. <i>Canada is party to several bilateral and multilateral treaties that exempt public documents from legalisation.</i></p>		
4.	How many legalisations were performed by your authorities in each of the following years?		Outgoing Documents ³	Incoming Documents ⁴
		2016	215,000	
		2017	219,000	
		2018	227,000	
		2019	235,000	
		2020	237,000	
5.	Would you be interested in attending the 2021 meeting of the Special Commission on the practical operation of the Apostille Convention?	[b] Yes, via videoconference.		

³ Legalisations performed by your Ministry of Foreign Affairs (or equivalent) on documents executed in your territory.

⁴ Legalisations performed by your consulates / embassies in another territory on documents executed in that territory.

<p>6. Are there any specific topics or practical issues that you would like discussed at the 2021 Special Commission? If yes, would you like your answer to this question to be published without reference to your authority or State?</p>	<p>[a] Yes.</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. <i>Notarized private documents:</i> <ul style="list-style-type: none"> • It would be useful to get an overview of the practice of Competent Authorities (CAs) with respect to apostille requests for notarized private documents when the content of the private documents is offensive or misleading (e.g. a fake university diploma). We understand that this is addressed at para. 185 of the Handbook but would appreciate a more detailed discussion on the practice of CAs in this regard. • It would be useful to get an overview of the practice of CAs regarding the affixing of an apostille to a public document such as a notarized document on top of a bundle of documents. 2. <i>Fraud detection:</i> We would be interested in learning about measures put in place by CAs for fraud prevention and detection. We are aware that some CAs require some categories of public documents that are subject to an apostille request to be received directly from their issuer (e.g. a university diploma is sent to the CA by the institution, a notarized document is sent directly to the CA by the notary, etc.). We are interested in a discussion on this practice and whether it has proved useful in fraud prevention. 3. <i>Electronic Public Documents:</i> <ul style="list-style-type: none"> • It would be useful to get an overview of intake requirements for electronic public documents for which paper-based or electronic apostilles are requested (e.g. Do CAs accept documents submitted electronically by persons requesting apostilles? Do CAs accept print-outs of these documents for the purpose of providing a paper apostille? Do CAs require that these documents to be submitted electronically directly by their issuers?). • How do CAs collect digital signatures and seals for input in their database of sample signatures/seals? • How do CAs confirm the authenticity of signatures appearing on electronic public documents if these signatures are in a format other than a digital image of a handwritten signature? • What are the security challenges, if any, encountered by CAs when dealing with electronic public documents? 4. <i>Changes and transformation brought forth by COVID in terms of e.g.:</i> <ul style="list-style-type: none"> • Counter service. • Remote work arrangements, resiliency and Business Continuity Plans. 5. <i>Environmental footprint reduction initiatives:</i> We would be interested in learning about initiatives by CAs to reduce the environmental footprint of their service. 6. <i>Communications Amongst CAs:</i> Discuss how to better establish channels of communications among CAs to facilitate operational enquires or development of uniform practices.
<p>7. Do you have any suggestions that could assist in the promotion, implementation, or operation of the Apostille Convention? If yes, would you like your answer to this question to be published without reference to your authority or State?</p>	<p>[b] No.</p>

<p>8. Would you be interested in attending the 12th International Forum on the e-APP (to be held in conjunction with the meeting of the Special Commission)?</p>	<p>[b] Yes, via videoconference.</p>
<p>9. Are there any specific topics or practical issues that you would like discussed at the e-APP Forum? <i>If yes, would you like your answer to this question to be published without reference to your authority or State?</i></p>	<p>[a] Yes.</p> <ul style="list-style-type: none"> • <i>Please see answer to question 6 under "Electronic Public Documents"</i> • <i>It would be useful to get an overview of the array of options available for apostille requests on electronic public documents including, but not limited to: intake of electronic public documents, validation of digital signatures and seals, issuance of electronic apostilles and use of an electronic seal to complete item 9 of the Apostille certificate.</i>
<p>10. The Permanent Bureau is in the process of drafting a 2nd edition of the Apostille Handbook. Are there any specific topics, suggestions for presentation or formatting, or any other proposals for inclusion? <i>Please note that answers to this question will not be incorporated into the first draft of the 2nd edition. The PB will take them into account in preparing subsequent drafts.</i> <i>If yes, would you like your answer to this question to be published without reference to your authority or State?</i></p>	<p>[a] Yes. <i>Please see answers to questions 6 and 9.</i></p>